

Administration de l'énergie—Loi

M. Waddell: ... s'il a tenu ses promesses. En réalité, les libéraux appliquent la même politique énergétique que les conservateurs en faveur de taxes élevées sur l'essence, politique à laquelle nous nous opposons depuis le commencement. C'était là l'intention des conservateurs.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): La taxe sur l'essence aurait été de 18c.

M. Waddell: Ne nous y trompons pas. Les députés à ma droite auront l'occasion d'aborder cette question et j'ai hâte de les entendre.

M. Mazankowski: Nous dirons au moins des choses sensées.

M. Waddell: Ne nous y trompons pas. Si l'on va au fond des choses, on constate que la politique du gouvernement conservateur...

M. Munro (Esquimalt-Saanich): La taxe aurait été de 18c.

M. Waddell: ... le budget Crosbie auraient amené une augmentation substantielle du prix de l'énergie au cours des trois dernières années d'application de la prétendue entente avec l'Alberta. Avec les conservateurs, la hausse des prix énergétiques aurait été bien supérieure. Les consommateurs commencent à en avoir assez, et des conservateurs, et des libéraux.

Nous ne sommes pas d'accord au sujet des nouvelles mesures fiscales proposées. Elles correspondent à une taxe de vente et sont foncièrement rétrogrades. Les Canadiens moyens, les citoyens à faible revenu et les pauvres dépensent bien plus, en proportion pour les besoins courants—la nourriture, le logement, le chauffage, l'éclairage et le transport—que les personnes aisées. Je vais revenir dans quelques instants sur le détail des nouvelles taxes que le gouvernement se propose d'établir et expliquer pourquoi nous nous y opposons.

● (1520)

Les taxes pénalisent déjà le Canadien moyen et elles vont le faire encore davantage. Les gens demandent pourquoi nous devons payer plus cher l'essence dans notre pays que de l'autre côté de la frontière à la hauteur de Vancouver ou de Windsor. Les gens ont bien raison de le faire, car ils estiment, je crois, que cette escroquerie est aggravée par deux choses. Premièrement, le gouvernement a assuré sans vergogne au cours des dernières élections, sans doute pour gagner les voix de l'Ontario, de la partie sud pour être plus précis, et celles de l'Est, où apparemment les élections étaient soit perdues ou soit gagnées, que le parti libéral détenait la formule magique pour maintenir le prix de l'énergie bon marché. Il est désormais bien clair que ce n'est pas exactement ce que ce parti avait en vue et ce n'est en tout cas certainement pas ce qu'il a fait.

La deuxième raison pour laquelle les gens sont de mauvaise humeur, c'est parce que les prix augmentent et qu'en même temps le gouvernement propose de verser une somme d'argent sans précédent au secteur pétrolier. Vous savez le raisonnement que tient ce secteur, monsieur l'Orateur: Donnez-nous davantage d'argent et nous trouverons davantage de pétrole. Évidemment, lorsque nous le faisons, ils veulent exporter le pétrole. Tel est le schéma traditionnel et nos concitoyens le connaissent.

Si vous interrogez l'homme de la rue, il va vous dire qu'effectivement on a donné beaucoup d'argent à l'industrie pétrolière qui fait pression pour exporter et que l'Office national de l'énergie et le gouvernement qui sont complaisants l'y

autorisent. Nous venons tout juste d'adopter une mesure législative qui avalise l'octroi, au secteur pétrolier, de 6.5 milliards de dollars au titre des subventions du programme d'encouragements pétroliers. Je sais que certains secteurs de l'industrie, notamment les petits producteurs, sont touchés et que mon parti et moi-même sympathisons avec eux. Mais en général l'industrie pétrolière est contrôlée par les multinationales, par Exxon de New York, qui est la plus grande société au monde, Royal Dutch Shell, Texaco et Gulf des États-Unis. Une partie de ces 6.5 milliards de dollars iront dans leurs poches.

Cet argent, monsieur l'Orateur, ce sont les consommateurs canadiens qui le fournissent. Il revient ensuite au gouvernement pour aboutir entre les mains des sociétés pétrolières. C'est ce que les libéraux appellent du recyclage.

M. Mazankowski: Du socialisme néo-démocrate.

M. Waddell: Non.

M. Mazankowski: Que font-ils en Saskatchewan?

M. Waddell: Quand le député m'en fournira l'occasion, je le lui dirai. C'est une canadienisation de type libéral, monsieur l'Orateur, et j'invite le député à étudier les discours de son propre critique en matière d'énergie pour comprendre un peu mieux. Le programme de canadienisation qui consiste à prélever nos sous à la pompe et à les remettre aux sociétés pétrolières sous forme de subventions d'encouragements pétroliers, est une escroquerie et une fraude. C'est une façon légale de détrousser le consommateur en lui livrant de l'essence ou du mazout domestique. Il existe d'autres solutions que j'espère pouvoir vous exposer dans mon discours.

Essentiellement, ce projet de loi accomplit six choses. Il relève les redevances d'exportation et confirme les prélèvements imposés depuis 1979. Il autorise le gouvernement à remettre 50 p. 100 des recettes aux provinces productrices. En second lieu, il établit une redevance de recouvrement en matière de carburant de soute. En troisième lieu, il donne suite aux changements apportés au prélèvement d'indemnités pétrolières qui doit déboucher sur un système de prix pondérés. Quatrièmement, il prévoit l'entrée en vigueur, puis la suppression d'une redevance d'indemnité spéciale pour compenser les réductions décrétées par l'Alberta l'an dernier. Cinquièmement, il supprime l'Office des indemnités pétrolières en remettant ces fonctions au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources. En sixième lieu, il impose une redevance spéciale de canadienisation et crée le compte d'accroissement du taux de propriété canadienne.

Le mot clé dans toutes ces dispositions est le mot redevance. Nous allons devoir payer une redevance pour l'essence, pour le mazout domestique, nous allons même payer pour la planification. Je voudrais maintenant analyser chacune de ces redevances et exposer la position du NPD sur chacune, et j'invite mon collègue d'Alberta à m'écouter, puis à donner une réponse réfléchie. Je sais que c'est beaucoup lui demander, mais il pourra peut-être se montrer à la hauteur de la situation.

Premièrement, la redevance d'indemnisation pétrolière est un moyen de fixer le prix pondéré du pétrole. Il s'agit d'une redevance prélevée à la pompe, qui sert à indemniser les raffineurs qui importent du pétrole étranger plus cher. Nous devons importer du pétrole, car nous sommes autonomes pour toutes les formes d'énergie, sauf le pétrole. La question qu'il faut se poser, c'est: pourquoi? C'est parce qu'au début des années 70,